

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE (CeA) ET Enedis CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

Entre les soussignés :

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), ayant son siège 100 Avenue d'Alsace 68000 COLMAR, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président, agissant en vertu d'une délibération n°XXX du 19/04/2021,

Ci-après désignée « La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) »,

D'une part,

Et

Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par M XXXXXX, Directeur XXXXX, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le XXXXXXXX par les membres du Directoire, faisant élection de domicile, XXXXX.

Ci-après désigné « Enedis »

D'autre part

Ci-après collectivement désignées « les Parties » ou individuellement une « Partie »

Il est préalablement établi ce qui suit

Aux termes de l'article 1-1 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi « Grenelle II », la précarité énergétique concerne « toute personne qui éprouve dans son logement des difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

En 2019, l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE), la précarité énergétique a touché près de 7 millions de ménages, sur tout le territoire. 15% des français déclarent avoir souffert du froid pendant l'hiver précédant dans leur logement et 12 % d'entre eux dépensent plus de 8% de leurs revenus pour payer les factures d'énergie pour leur logement.

La lutte contre la précarité énergétique est donc un enjeu de société majeur dont il est nécessaire de mieux comprendre les causes pour apporter des réponses adaptées.

Enedis, entreprise de service public en charge de la distribution d'électricité sur 95 % du territoire national est un acteur de proximité concerné par la précarité énergétique.

Les équipes d'Enedis sont en effet en relation directe avec les clients, chez lesquels elle réalise plus de 11 millions d'interventions chaque année.

Nos agents sont, en effet, en première ligne (relève, coupures) suite aux demandes de déplacement pour impayés à l'initiative des fournisseurs (DPI) et sont confrontés aux situations sociales difficiles des personnes concernées.

Enedis est partenaire de l'ONPE et participe activement aux travaux et études menées pour cartographier, identifier, prévenir et lutter contre précarité énergétique.

Enedis dans le cadre de son partenariat avec l'Observatoire National de la Précarité Energétique dispose de l'outil de cartographie Géodip, qui permet de produire des indicateurs de précarité à partir de données statistiques, pouvant ainsi contribuer à éclairer les collectivités locales sur les zones potentielles de précarité énergétique de leur territoire notamment dans le cadre de l'élaboration de leur plan de lutte contre la précarité énergétique.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a manifesté son intérêt pour les indicateurs générés par cet outil d'aide à la décision au service des politiques publiques sur son territoire, notamment celles afférents à la lutte contre la précarité énergétique des publics dont elle a la charge (art. L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales). Parallèlement, Enedis souhaite contribuer à améliorer l'information des collectivités locales.

Aux termes de l'article 22 C du cahier des charges de concession, Enedis peut communiquer des informations statistiques sur les interventions de coupure pour impayé et de réduction de puissance.

Les Parties ont convenu de travailler sur la mise à disposition d'informations statistiques produites par Enedis.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

La présente convention (ci-après « Convention ») a pour objet de définir et d'organiser les modalités d'échanges entre Enedis et la CeA des informations statistiques sur les coupures pour impayés et les réductions de puissance réalisées l'année N-1.

ARTICLE 2 : Nature des informations communiquées

Enedis et la CeA ont travaillé ensemble à identifier la maille géographique adaptée au projet de la CeA.

A la suite des échanges, il a été convenu que les informations statistiques seraient produites sur le territoire de la CeA à la maille communale.

Enedis remet à la CeA sur le territoire préalablement définis les données précitées de la manière suivante :

- Un Rapport illustré avec représentation cartographique à l'échelle des communes
- Un Fichier Excel regroupant les données traitées : un modèle de documents supports des données mis à disposition de la CeA dans le cadre du présent partenariat figurent en annexe 1.

La liste de ces données constitue un socle minimal susceptible d'être complété au cours de l'exécution de la présente convention.

Les données échangées entre les parties ont uniquement un caractère statistique et ne comportent aucune donnée à caractère personnel (au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite Informatique et Libertés) de personne en situation de précarité énergétique résidant sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace.

ARTICLE 3 : Conditions techniques et financières

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Toute demande d'informations complémentaires ferait l'objet d'une convention particulière précisant les conditions juridiques, techniques et financières de cette nouvelle mise à disposition.

ARTICLE 4 : Utilisation des données et communication

Les informations visées à l'article 2 sont communiquées à la CeA dans le cadre de projet permettant de lutter contre la précarité énergétique et ne doivent être utilisées pour d'autres usages.

Les Parties conviennent de l'opportunité de présenter conjointement leur politique de coopération au cours d'opérations de relations publiques.

Enedis et la CeA s'autorisent à utiliser et à reproduire leur logo (annexés à la présente convention) et à mentionner leur marque sur tous les supports de communication (site internet, brochure, plaquette) dont l'objet a trait à la convention. Les documents produits selon ces principes seront soumis à l'accord préalable de chaque partie avant toute publication et utilisation.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La Convention est conclue pour une durée de un an à compter de la date de signature.

Les parties conviennent de se réunir trois mois avant l'échéance de la présente convention pour convenir des modalités d'une éventuelle reconduction du partenariat.

ARTICLE 6 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant sans que celui-ci ne puisse en remettre en cause les principes fondamentaux. Tous les avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 7 : Résiliation

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, la Convention est, sauf cas de force majeure, résiliée de plein droit dans les conditions fixées aux alinéas suivants.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante ait été mise en demeure par l'autre Partie d'accomplir ses obligations, dans un délai fixé par la mise en demeure. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à trois mois. Au cours de cette période, les deux Parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception postal.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable leurs différends. Si des difficultés surviennent dans l'interprétation ou l'exécution de la Convention, la Partie la plus diligente invite l'autre à se rencontrer à une date déterminée pour tenter de parvenir à un règlement amiable.

A défaut de règlement amiable dans les 30 jours de la date de rencontre prévue à l'alinéa précédent, le litige pourra être soumis à la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à le. . / . . /....

Pour le Conseil de la Collectivité
européenne d'Alsace,

Le Président

Monsieur Frédéric BIERRY

Pour Enedis

Le Directeur Délégué aux affaires
territoriales

Monsieur XX XX

Annexe 1 : nature des informations communiquées, mentionnées à l'article 2 de la présente convention

Champs	Définitions
Année	Année
Commune	Code INSEE de la commune
Libellé de la commune	Nom de la commune
Nombre de sites résidentiels	Nombre de sites du segment résidentiels sur la commune
Type d'affichage	La colonne Type d'affichage contient les modalités suivantes : T=Total, P=Partiel, S=Secret statistique
Nombre d'interventions	Nombre total d'interventions liées aux impayés, sur le segment résidentiel, sur la commune
Nombre de Coupures	Nombre de coupures dans l'année, sur la commune
Nombre de Réductions de puissance	Nombre de réductions de puissances dans l'année, sur la commune
Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 intervention dans l'année	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 intervention pour impayés dans l'année, sur la commune
Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 coupure dans l'année	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 coupure dans l'année, sur la commune
Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 réduction de puissance dans l'année	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 réduction de puissance dans l'année, sur la commune
Taux de sites ayant eu au moins 1 intervention dans l'année (%)	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 intervention pour impayés dans l'année sur la commune, divisé par le nombre de sites résidentiels de la commune, sur l'année
Taux de sites ayant eu au moins 1 coupure ou résiliation à l'initiative du fournisseur dans l'année (%)	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 coupure dans l'année sur la commune, divisé par le nombre de sites résidentiels de la commune, sur l'année
Taux de sites ayant eu au moins 1 réduction de puissance dans l'année (%)	Nombre de sites résidentiels ayant eu au moins 1 réduction de puissance dans l'année sur la commune, divisé par le nombre de sites résidentiels de la commune, sur l'année